

Auslösender Umstand ist die unbestreitbare Tatsache, dass Beobachter, die viel später als der Vatikan, die beiden Korea und die Schweiz zu den UN gestossen sind – und die zudem nicht einmal Staaten sind, vor allem die PLO –, aufgrund besonderer Resolutionen Rechte beanspruchen können, die wir vor Jahrzehnten weder gesucht noch erhalten haben.

Es versteht sich, dass die Schweiz infolge des Volkstscheds vom März 1986 in dieser Frage des face lifting gehörige Zurückhaltung zu üben hat.«

Dieser Auffassung kann ich mich nicht anschliessen. Einmal finde ich es nicht angebracht, mit Minderwertigkeitsgefühlen oder dem Verhalten eines reuigen Sünders den Volkstschied vom März 1986 zur Grundlage für unser Verhalten in der Uno zu nehmen. Zum ändern hat sich der klassische Begriff des Beobachterstaates gewandelt. Der Grund liegt in der Tatsache, dass sich die PLO zum Staat erklärt hat und als solcher von zahlreichen Uno-Mitgliedstaaten bereits anerkannt worden ist. Damit sind die Beobachterstaaten von einer Organisation, die nach dem klassischen Völkerrecht nicht einmal die Tatbestandsmerkmale eines Staates aufweist, klar überrundet worden.

Bei dieser Situation ist es verständlich, dass sich die Nichtmitgliedstaaten um vermehrte Rechte im Schosse der Generalversammlung der Uno bemühen und vorderhand wenigstens ein einmaliges Rederecht erwirken wollen. Die Schweiz hat sich bis anhin von diesen Demarchen distanziert. Meine Interpellation hat zum Ziel, den Bundesrat zu veranlassen, sich solidarisch den Forderungen der Nichtmitgliedstaaten anzuschliessen und sie tatkräftig zu unterstützen.

M. Felber, conseiller fédéral: Nous remercions M. Dobler, conseiller aux Etats, de nous permettre de traiter une fois du sujet de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil fédéral s'est toujours efforcé d'utiliser pleinement les possibilités ouvertes aux Etats non membres de l'organisation des Nations Unies et de s'associer à leurs travaux. Ainsi, notre pays prend-il la parole sur certains sujets – plus particulièrement sur ceux qui nous touchent directement – dans les grandes commissions de l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil économique et social, l'ECOSOC.

Nous agissons en qualité de pays membres de certains organes, comme la Commission des sociétés transnationales, le programme des Nations Unies pour le développement, le PNUD; nous prenons part aux travaux en tant qu'observateurs, comme c'est le cas à la Commission des droits de l'homme ou à celle pour le droit commercial international. De plus, la Suisse a fait usage de la possibilité de faire une déclaration en séance plénière de l'Assemblée générale lors de sa troisième session extraordinaire sur le désarmement, en juin de l'année dernière. Nous prenons part également aux préparatifs qui se déroulent sur recommandation de l'Assemblée générale pour une stratégie internationale du développement des Nations Unies pour les années 1990. Donc, nous essayons de démontrer par-là que la Suisse utilise des mécanismes de négociation multilatéraux en coordonnant sa position avec d'autres Etats membres ou non membres, intéressés à des questions de procédure ou de substance. Nous sommes aussi en étroit contact à ce propos avec le Secrétariat des Nations Unies.

Le Conseil fédéral suit donc les récents développements concernant la question du statut des non-membres que vous posez avec attention. Néanmoins, nous déclarons que les possibilités d'améliorer ce statut sont limitées, étant donné que le contenu essentiel des droits des non-membres de participer à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et à l'ECOSOC, ainsi qu'à des sous-comités de ces organes, est déterminé par des statuts ou règlements de procédure.

De plus, il ne semble peut-être pas toujours indiqué que la Suisse, après son refus d'adhérer exprimé par le peuple et les cantons, prenne – si vous nous le permettez – le rôle d'avant-garde et de pionnier dans cette demande. Mais, nous pouvons vous affirmer que nous nous intéressons aux demandes des autres, qui sont faites dans le cadre de l'organisation des Nations Unies, et que nous tentons d'utiliser au maximum les possibilités qui nous sont offertes. C'est ce que le chef de

notre mission à New York cherche à faire lui aussi, naturellement.

Dobler: Ich danke Herrn Bundesrat Felber für seine diplomatische Antwort und erkläre mich für mehr oder weniger befriedigt.

89.450

Dringliche Interpellation Meier Josi Ereignisse in China

Interpellation urgente Meier Josi Evénements survenus en Chine

Wortlaut der Interpellation vom 5. Juni 1989

Das Schweizervolk ist erschüttert über die Brutalität, mit der die chinesischen Machthaber die in Peking (auf dem Platz des himmlischen Friedens) friedlich demonstrierenden Bürger niederwalzen liessen.

Die unterzeichneten Mitglieder des Ständerates stellen sich voll hinter den Protest des Bundesrates und fragen ihn an, welche weiteren politischen Mittel er einzusetzen gedenkt, um dazu beizutragen, dass – auch im Interesse der ungestörten Entwicklung gegenseitiger Beziehungen – diese Schändung elementarster Menschenrechte ein Ende nimmt und diese Rechte voll respektiert werden.

Texte de l'interpellation du 5 juin 1989

Le peuple suisse est profondément ému par la brutalité avec laquelle les dirigeants chinois ont réprimé les citoyens qui manifestaient pacifiquement sur la place Tien An Men à Pékin.

Les membres soussignés du Conseil des Etats appuyent pleinement la protestation du Conseil fédéral et lui demandent quels moyens supplémentaires il compte mettre en oeuvre pour que cette violation des droits élémentaires de l'homme prenne fin et que ces droits soient pleinement respectés, ceci également dans l'intérêt d'un développement harmonieux des relations mutuelles.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Béguin, Bühler, Cavadini, Cottier, Danioth, Delalay, Dobler, Flückiger, Gautier, Hänsenberger, Hefti, Hunziker, Iten, Jagmetti, Jelmini, Küchler, Kündig, Lauber, Masoni, Miville, Onken, Piller, Reichmuth, Roth, Rüesch, Schmid, Schoch, Seiler, Simmen, Uhlmann, Weber, Ziegler, Zimmerli, Zumbühl (34)

Frau Meier Josi: Ich habe meine Interpellation schriftlich formuliert und bitte Herrn Bundesrat Felber, direkt darauf Antwort zu geben. Ich werde nachher sagen, ob ich von der Antwort befriedigt bin. Ich habe schon letzte Woche hier im Rat vertreten, wie wichtig es ist, dass wir ihm im jetzigen Zeitpunkt Gelegenheit geben, sich zu dieser Frage zu äussern, und ich bin dem Rat sehr dankbar, dass er mit seiner Unterstützung der Dringlichkeit die Möglichkeit gegeben hat, das Thema heute zu behandeln.

M. Felber, conseiller fédéral: Par sa déclaration ferme du 5 juin 1989, relative aux événements tragiques survenus en République populaire de Chine, le Conseil fédéral a exprimé l'émotion que peut ressentir un pays comme le nôtre à l'égard d'un grand pays, avec lequel nous avons des relations amicales et correctes, et qui sombre soudainement dans la violence. Je crois que cette émotion a été ressentie par l'ensemble de nos concitoyens; il y avait une charge affective dans le peuple suisse en faveur de la République populaire de Chine qui a été profondément blessée.

La décision que le Conseil fédéral a prise, peu après, d'interdire l'exportation d'armes vers la Chine est une suite logique des événements et une mesure conforme à notre législation en la matière, en particulier dans le domaine humanitaire.

Toute autre mesure paraît actuellement prématurée dans l'état de confusion relative et d'incertitude qui prévaut toujours dans ce pays. D'ailleurs, vous le savez, la Suisse n'a pas pour pratique d'appliquer des sanctions, fussent-elles économiques ou diplomatiques. Elle juge souvent les premières inefficaces parce que n'atteignant pas ceux qui devraient être touchés, les secondes étant contraire à notre intérêt qui est de pouvoir maintenir le contact, sinon le dialogue, en temps de crise dans un pays donné.

Le Conseil fédéral tient à rappeler à cet égard l'importance qu'il attache et qu'il a toujours attaché à ses relations avec la République populaire de Chine dont il fut un des premiers pays occidentaux à reconnaître l'existence en janvier 1950 déjà, des relations qui ne sauraient être remises en cause par l'expression légitime de son émotion devant les bouleversements actuels. La gravité de la situation actuelle nous affecte d'autant plus que ces relations se sont développées progressivement pour s'intensifier considérablement dans tous les domaines durant les quinze dernières années, alors que notre dialogue avec Pékin s'approfondissait. L'ouverture de la République populaire de Chine, de son territoire, les visites de nombreux touristes donnaient effectivement à l'ensemble de notre peuple, et non seulement aux autorités, un espoir qui a été brutalement – je le répète encore une fois – déçu.

L'avenir de la Chine, qui est un facteur déterminant dans la stabilité de la région et du monde, concerne tous les pays de la terre, nous concerne tous, et le Conseil fédéral suit actuellement avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation. Nous exprimons l'espoir que la politique d'ouverture et de réforme, qui a été fructueusement menée par la République populaire de Chine ces dernières années, sera poursuivie. C'est à cause de cette évolution que nous avons pu constater le substantiel développement des relations de cet Etat avec la Suisse mais aussi avec le reste du monde.

Nous ne souhaitons pas brader ou perdre ce qui a été construit par des mesures hâtives, il s'agit plutôt de rechercher les voies et moyens d'une contribution positive, conformément à l'engagement constant de notre pays en faveur du respect des droits de l'homme ainsi qu'à sa tradition humanitaire. Nous n'avons pas condamné la République populaire de Chine, nous n'avons pas condamné le peuple chinois que nous estimons, mais nous avons condamné et nous réprouvons l'utilisation de l'armée contre une population civile et la répression systématique de l'opposition telle qu'elle vient d'être engagée par des dirigeants qui n'ont pas accepté la voie du dialogue démocratique et qui ont démontré qu'ils n'avaient pas compris qu'il ne saurait y avoir d'ouverture et de restructuration dans le domaine économique si elles ne sont pas accompagnées d'une évolution et d'une restructuration dans le domaine politique.

Frau **Meier Josi**: Ich bin von der Antwort teilweise befriedigt und bitte Sie um die Gelegenheit zu einer kurzen Diskussion. Die Frage wird immer wieder gestellt, wie ein neutraler Staat Menschenrechtspolitik betreiben könne. Dürfen wir Verletzungen von Menschenrechten ausserhalb unserer Grenzen verurteilen, oder ist das eine unerlaubte Einmischung in innere Angelegenheiten anderer Staaten und eine Verletzung unserer Neutralitätspflicht? Geht uns das alles nichts an, wenn keine eigenen Staatsangehörigen betroffen werden? Es geht um die alte Problematik: «Bin ich meines Bruders Hüter?» Die Antwort ist klar: Neutralität war nie, ist nie und darf nie Gesinnungsneutralität werden. Wer Freiheit und Menschenwürde schützen und sichern will, der muss sich über die Grenzen hinweg dafür einsetzen. Menschenrechte sind denn auch grenzüberschreitend definiert. Sie stehen uns um unserer menschlichen Würde willen zu und nicht etwa nur um unserer Staatsangehörigkeit willen.

Der KSZE-Prozess hat uns selten klar bewiesen, dass der grenzüberschreitende Einsatz für Menschenrechte vor allem dann zwingend ist, wenn die Bewohner eines Staates, in dem Menschenrechte verletzt werden, diesen Schutz nicht mehr selbst leisten können. Genau das ist nun im grossen China der Fall, wo nicht bloss das Recht auf Meinungsäusserung offensichtlich schwerstens beschnitten wurde und wird. Wir hören

Meldungen über Ausweisung von Berichterstatern und Haftbefehle gegenüber kritischen Wissenschaftern. Es geht viel weiter: Es wurden friedlich demonstrierende Menschen schwer gefesselt durch die Strassen geschleppt, sie wurden zu Hunderten getötet und werden schwer verfolgt. Die Reaktionen von einigen Gerontokraten auf zaghafte demokratische Gehversuche, die Reaktionen auf den Aufruf zum Kampf gegen Korruption waren nicht nur unverhältnismässig, sie waren grauenhaft, und wir waren durch dieses Vorgehen zutiefst betroffen und sind erschüttert. Wir können es nicht scharf genug verurteilen. Wir sind dem Bundesrat dankbar, dass er sofort unmissverständlich dieser Ueberzeugung unseres Volkes Ausdruck gegeben hat. Die Abscheu der Welt vor diesem Führungsverhalten ist übrigens offenkundig.

Wir sind uns bewusst, dass uns Machtmittel fehlen; aber es gilt, deutliche Zeichen zu setzen. Das Einfrieren der Ausfuhr von Waffen war ein solches Zeichen. Das Zurückziehen eines Botschafters, wie viele es diskutierten, wäre natürlich keines. Wir erwarten vielmehr, dass dieser Botschafter in Peking unser Anliegen, das Regime möge unverzüglich den Schutz der Menschenrechte wiederherstellen, mit Nachdruck vertritt. Unser verständnisvolles Verhalten gegenüber in der Schweiz weilenden Chinesen in der jetzigen Situation, unsere Hilfestellung bei der Kontaktsuche mit ihren Angehörigen daheim, ist ein weiteres Zeichen. Im übrigen sind natürlich vor allem die privaten Unternehmungen aufgefordert, welche in China tätig sind, nicht nur zu beobachten, wie sich die Dinge entwickeln, sondern jeden geeigneten Einsatz zu leisten, um etwa bedrohten Arbeitnehmern in der jetzigen Situation beizustehen, und ich erwarte, dass die öffentliche Schweiz in solchen Fällen hilfreich beisteht.

Es scheint sehr wenig, was wir tun können. Das ist aber keineswegs ein Grund zum Verzagen. Erinnern wir uns an Afghanistan. Dort wie hier ging es darum, die öffentliche Meinung der Welt zu festigen und dadurch ein Regime zur Vernunft zu bringen. Wir müssen die Hoffnungsträger von Betroffenen bleiben, die sich in ihren Ländern selbst nicht wehren können. Und wir müssen das auch tun, indem wir bei jeder Gelegenheit in internationalen Organisationen, die politisch aktiv sind, unsere festen Erwartungen auf eine Wiederherstellung menschenrechtsfreundlichen und demokratiefähigen Verhaltens von China zum Ausdruck bringen. Ich bin dem Bundesrat dankbar, wenn er weiterhin in diesem Sinne tätig ist.

Hefti: Grundsätzlich gehe ich mit Kollegin Meier einig. Im vorliegenden Fall aber und unter den gegebenen Verhältnissen halte ich sowohl die Erklärung des Bundesrates wie auch seine heutigen Ausführungen für durchaus richtig. Etwas anderes könnte meines Erachtens eher kontraproduktiv wirken.

*Schluss der Sitzung um 10.40 Uhr
La séance est levée à 10 h 40*

Dringliche Interpellation Meier Josi Ereignisse in China

Interpellation urgente Meier Josi Evénements survenus en Chine

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.450
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.06.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	318-319
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 653

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.